



Le Temps / Hors-Série
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 36'802
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 17
Surface: 104'155 mm²

Comment le marché de l'emploi a mué

TRAVAIL L'industrie suisse a perdu un quart de ses employés, tandis que le secteur public a pratiquement doublé de taille. Sous pression, la finance et le commerce de détail ont perdu des plumes, tandis que d'autres métiers se sont développés dans les services



Entre 1991 et 2016, un quart des postes industriels ont disparu. Les marchés de niche, comme la pharma ou l'industrie de pointe, sont les secteurs industriels qui s'en sont le mieux sortis sur le plan de l'emploi. (JUSTIN HESSION/KEYSTONE)

MATHILDE FARINE

@MathildeFarine

COLLABORATION: MARIE PARVEX

En un quart de siècle, l'économie suisse a créé 400 000 emplois, atteignant un total de 3,84 millions dans l'ensemble du pays. Une hausse relativement modeste – 11%, la population a, elle, augmenté de 23% entre début 1991 et début 2016 – qui dissimule de véritables bouleversements dans le marché du travail. C'est ce qu'a montré notre plongée dans les données de l'Office fédéral de la statistique, entre début 1991 et mi-2016. Entre la chute de l'industrie et la montée du secteur public, explications des transformations.

L'industrie perd du terrain...

La chute de l'emploi industriel est le développement le plus attendu et conforme à l'évolution des pays développés. D'un peu plus de 800 000 emplois en 1991, il a perdu près d'un quart de ses postes, avec un total de 622 029 emplois à mi-2016.

Pourtant, tous les sous-secteurs ne souffrent pas. «Certains, comme l'horlogerie, ont enregistré une croissance continue, liée à la montée en puissance des consommateurs chinois, avant de subir un coup d'arrêt», souligne Giovanni Ferro-Luzzi, professeur et spécialiste du marché du travail à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion. En revanche, poursuit-il, l'industrie «plus traditionnelle souffre davantage de la concurrence étrangère et de la mondialisation, comme celle

du textile». Enfin, les marchés de niche, comme la pharma ou l'industrie de pointe, «s'en sortent bien, ce qui montre la force de ce secteur, malgré la concurrence internationale».

Reste l'impact du franc fort, relativement peu visible. «Il devrait se voir davantage depuis le début 2015», estime de son côté Michael Siegenthaler, expert du marché du travail au KOF, centre de recherche économique de l'EPFZ.

... tandis que le secteur public explose

Si l'industrie a dégringolé, le secteur public a, lui, littéralement enflé. Le domaine, qui inclut la santé, le social, l'enseignement et la culture, est devenu la première caté-



gorie d'emplois des Suisses, avec 738402 d'entre eux qui y officient. L'OFS ne fait pas la distinction entre l'origine publique ou privée des emplois, mais le secteur public ayant pris une part toujours plus importante dans le PIB et la croissance ces dernières années, il est probable qu'il constitue aussi une grande part de ces emplois.

Il a cru avec le vieillissement de la population, qui implique un développement des infrastructures dans la santé. De son côté, Michael Siegenthaler complète: «Il y a certes le vieillissement de la population, mais aussi le fait qu'on est toujours plus exigeant sur la qualité des soins, les services d'encadrement pour les enfants, etc. On ne transige pas avec le bien-être, d'où un gonflement de ce domaine», explique-t-il. A noter que l'administration publique a également vu le nombre de ses employés augmenter.

Victime de l'éclatement de la bulle immobilière des années 1990, ce secteur, y compris la construction, s'est d'abord ratatiné, en perdant un quart de ses emplois. Avant de se ressaisir au début des années 2000 avec un retour de la croissance. Ces dernières années, l'immigration, la croissance, les taux bas ont conduit à une hausse parfois inquiétante des prix de l'immobilier. Le marché du travail dans ce secteur n'est toutefois pas revenu à son niveau d'il y a 25 ans: il comptait un peu moins de 400000 emplois en 1991, il en dénombre mi-2016 un peu plus de 350000.

En finance aussi, les chiffres peuvent être trompeurs: au cours des deux dernières décennies, le nombre d'emplois a augmenté, passant de 188574 à 212664 employés. Mais il ne faut pas s'imaginer une hausse stable et continue: «Dans ce

domaine, tout va très vite, les emplois se créent et se détruisent rapidement», souligne Giovanni Ferro-Luzzi. Et la suite n'augure pas une poursuite de l'expansion: «Avec la mise à mal du secret bancaire, les taux d'intérêt bas, la difficulté de maintenir les marges, la finance risque plutôt de couper dans ses effectifs.» Et c'est sans compter sur l'arrivée de nouveaux acteurs, les fintechs, qui brisent les codes du domaine.

Les services s'imposent

C'est le domaine des services qui a le plus grandi au cours des deux dernières décennies. «Normal, selon Giovanni Ferro-Luzzi, comme dans tous les pays, les services se sont développés après l'industrialisation.» Cela représente, en moyenne, en Europe et aux Etats-Unis, les trois quarts de la valeur ajoutée produite dans les pays. Même si la Suisse a gardé une industrie inhabituellement solide par rapport à cette catégorie de pays, elle n'a pas échappé à l'expansion des services. Si l'on prend uniquement les activités scientifiques et tech-

niques, le nombre d'emplois passe d'un peu moins de 200000 à 328409. Des chiffres quasi identiques dans l'administratif.

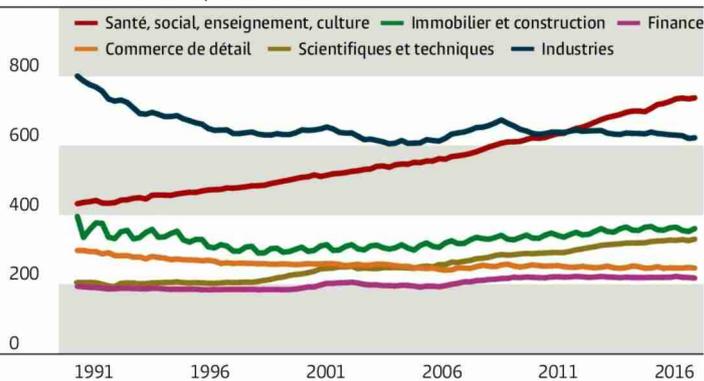
A l'inverse, le commerce de détail est à la peine. C'est l'un des domaines les plus touchés par le développement d'Internet. Le commerce de détail souffre de la concurrence des sites de vente en ligne, basés en Suisse ou à l'étranger, qui proposent des prix plus abordables et des livraisons rapides. Et la tendance risque de continuer.

Et la suite?

L'automatisation et les robots, vont-ils encore transformer le marché de l'emploi? Giovanni Ferro-Luzzi l'imagine mais ne croit pas à une disparition du travail humain, remplacé par des robots: «Il y aura des conséquences, mais si des emplois sont détruits par le progrès technique, d'autres sont créés.» Michael Siegenthaler abonde: «On parle maintenant de révolution 4.0, mais, sous la pression du franc fort, la robotisation est en marche dans l'industrie suisse depuis des années, ce n'est pas une nouvelle tendance.»

LE SECTEUR PUBLIC A ENFLÉ EN VINGT ANS

Evolution du nombre d'emplois, en milliers



Source: OFS



Le Temps / Hors-Série
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebdom.
Tirage: 36'802
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 17
Surface: 104'155 mm²

La productivité en Suisse est moins élevée que dans les pays voisins

TRAVAIL Le niveau de vie des Suisses se fonde davantage sur l'amplitude du temps de travail que sur la valeur générée chaque heure

L'impression d'en faire toujours plus dans le même temps de travail ne se retrouve pas complètement dans les chiffres. En termes de productivité horaire corrigée du pouvoir d'achat, la Suisse apparaissait parmi les leaders de l'OCDE en 1970 devant les États-Unis et plus nettement encore devant la France ou l'Allemagne, selon une analyse de Christian Busch, collaborateur scientifique au Seco.

Quarante-cinq ans plus tard, ces nations sont toutes passées devant. En cause, une hausse de la productivité de 1,8 à 3 fois plus rapide que celle de la Suisse sur la même période. En clair: si aujourd'hui les Français faisaient autant d'heures que les Suisses, ils auraient un niveau de vie 8% supérieur.

Pour compenser, les Suisses passent beaucoup de temps au travail. 7,889 milliards d'heures ouvrées ont été comptabilisées en 2015 dans le pays, en moyenne près de 1000 par résident. Dans le même temps, la France en dénombrait environ 40 milliards, soit seulement 615 par habitant, près de 40% de moins. «La Suisse possède un marché du travail favorisant l'intégration, analyse Eric Scheidegger, chef de la direction de la politique économique au Seco. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle emploie plus de personnes en âge de travailler en comparaison avec d'autres pays.» Commencer sa carrière plus tôt, partir à la retraite plus tard, mais également intégrer la main-d'œuvre étrangère semblent donc des facteurs déterminants.

Pour Philippe Stauffer, de la section structure et analyse économique de l'OFS, le faible taux de chômage entre également en ligne de compte: «Après la crise de 2008, le chiffre d'affaires des entreprises ainsi que les commandes ont chuté. Pourtant en Suisse, on a très peu licencié par rapport aux autres pays, car culturellement on thésaurise

sur la main-d'œuvre. Du coup, la productivité a mécaniquement reculé.»

Les services moins performants que l'industrie

La conjoncture ne suffit toutefois pas à expliquer les résultats inquiétants mesurés ces dernières années, alors même que le Conseil fédéral a réaffirmé la hausse de la productivité comme l'un des trois piliers de sa politique de croissance. Sur l'Arc lémanique en particulier, on assiste à une quasi-stagnation entre 2008 et 2014, avec à peine plus de 0,1% de hausse annuelle moyenne, selon l'OFS, un résultat qui accroît les disparités avec la Suisse alémanique et les régions manufacturières.

En effet, entre 1997 et 2012, selon une étude du KOF à Zurich, c'est l'industrie qui a le plus accru sa productivité, de près de 30% en 15 ans. Pendant le même temps, les secteurs de la recherche et développement et des services IT connaissent un recul de la productivité de 30 à 40%, malgré la hausse continue du niveau de formation.

Pour Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à l'Université et à la HEG de Genève, l'exposition à la concurrence internationale permet d'expliquer les divergences sectorielles et régionales: «L'industrie d'exportation se positionne directement en concurrence avec les pays étrangers. Des secteurs

comme le bancaire, longtemps de rente, n'ont pas eu à faire le même effort d'adaptation. Ce qui peut expliquer le retard de l'Arc lémanique, en particulier Genève, très orientée IT et bancaire, par rapport à d'autres régions.»

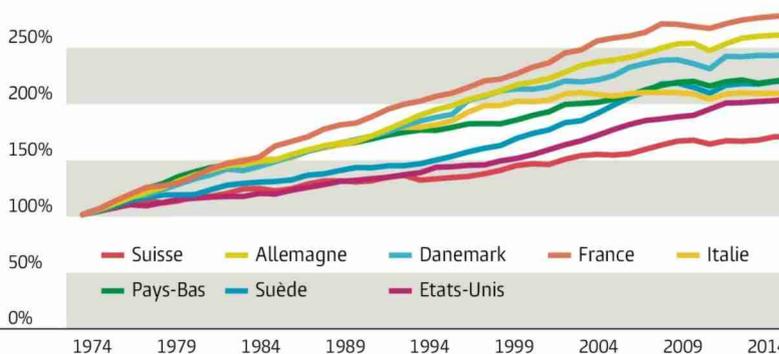
La situation pourrait cependant évoluer, estime Giovanni Ferro-Luzzi: «La fin du secret bancaire devrait mettre un terme à la situation d'îlot doré du secteur. A part pour la banque privée, Londres est apparue plus innovante. Aujourd'hui, le dynamisme de la fin-tech suisse pourrait augmenter significativement la productivité du secteur, dans un contexte de concurrence accrue.»

Pour autant, l'innovation technologique ne se traduit pas mécaniquement dans la productivité, comme l'a montré le faible impact des révolutions informatiques, et maintenant, numérique, relève Eric Scheidegger du Seco: «Il y a eu des effets contradictoires: la croissance a été forte dans des secteurs où les technologies de l'information n'ont pas percé. Au contraire, dans certains secteurs comme la santé, les effets éventuels de la numérisation sur la productivité ont pu être annulés par une augmentation du personnel.» ■

JOAN PLANCADE
@JoanPlancade

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Indice (1970=100), en monnaie locale, à prix constant



Source: BAK Basel, OCDE / La Vie économique